

Déclaration liminaire au CSAL EMPLOIS du 24 avril 2025

Nantes, le 24 avril 2025

Monsieur le Directeur régional,

Si nous sommes venus avant l'ouverture de ce CSA «emplois», ce n'est évidemment pas pour y siéger.

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Même si vous arguez d'un exercice 2025 favorable en ce qui concerne la DRFiP des Pays de la Loire et de Loire Atlantique, nous n'oublions pas les 349 suppressions d'emplois subies dans notre direction depuis 2009, le volume conséquent des vacances de postes et le nombre exponentiel de recrutements contractuels.

Infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes.

Elles sont inacceptables par des personnels épuisés, démotivés mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information comme si la question de l'emploi était désormais devenue un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain peut être au nom de l'effort de guerre ?

Outre le ridicule d'un Gouvernement qui feint de s'interroger publiquement sur ce que font les différentes administrations, nous n'attendons pas grand-chose de positif des résultats d'une énième revue des dépenses. Si au moins celle-ci pouvait être enfin l'occasion de mettre en avant la diversité et la richesse des métiers de la DGFIP trop souvent réduite à la partie visible de ses attributions fiscales.

Si nous sommes venus aujourd'hui, c'est donc également pour vous exprimer notre colère :

- Colère face à une prétendue stabilité dont on sait désormais qu'elle n'est que la continuation de politiques publiques qui affaiblissent depuis des décennies le service public et continuent à être déroulées à la DGFIP contre les agents qui n'en peuvent plus.
- Colère face à une bien curieuse conception du dialogue social. Lors de votre prise de fonction il y a 1 an, vous nous aviez assuré de votre attachement à un dialogue social respectueux et constructif. Force est de constater depuis que nous n'avons pas la même définition d'un dialogue social respectueux et constructif.

Un exemple avec la fermeture de l'antenne d'Ancenis qui n'a à aucun moment été évoquée dans le document des projets immobiliers de la DRFiP44 (au demeurant que nous pensions transparent, complet constructif), que vous nous adressez avant chaque instance.

Dans le document de travail, vous indiquez que *"Aujourd'hui, une plus grande intégration des agents de l'antenne au collectif de travail est souhaitée, y compris par les agents de l'antenne d'Ancenis"*.

En réalité, cette restructuration que vous avez présentée à Ancenis, comme étant inexorable ne l'est que parce que l'effectif y a été réduit de 7 à 4 du fait du choix de l'administration, de ne pas y remplacer les départs.

Mais il faudrait par honnêteté, préciser que ceux qui y sont actuellement, ne sont en réalité pas favorables à la fermeture (à une exception près) - quand bien même ils ont conscience que le travail à distance avec le SGC de Nort n'est pas toujours simple.

Car cela va alourdir leur quotidien avec davantage de kilomètres (+ de 40kms pour certains et 50mn de route matin et soir) et ce pendant des années (jusqu'à + de 30 ans). C'est, de plus, écologiquement une très mauvaise décision.

Précision importante il n'y a pas de possibilité de transports en commun pour ces agents, sauf à passer par Nantes, ce que nous avons déjà dénoncé lors de l'application du Nouveau réseau de Proximité à Nort sur ordre. Nous sommes bien loin du tableau idyllique présenté par la DGFIP.....

Pour revenir aux thématiques plus générales de la DGFIP

Est-ce respectueux et constructif que la présidente de la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail de Réseau (FSSSCTR) méprise les représentantes et représentants de l'instance, leur coupe la parole et décide unilatéralement de ce qui doit être ou non discuté ?

Est-ce respectueux et constructif de refuser obstinément à cette instance, l'impulsion d'une stratégie nationale pour améliorer la politique de santé, de sécurité et des conditions de travail à la DGFIP et de prendre à la légère les trop nombreux suicides de nos collègues. ? Il n'est en particulier pas entendable que l'administration réfute d'emblée tout lien avec le travail, y compris lorsqu'un événement dramatique se déroule sur le lieu de travail

Est-ce respectueux et constructif quand nous apprenons sur Ulysse, à l'occasion des vœux de la directrice générale, la mise en place du concours national à affectation locale suivi d'un GT vide d'informations ?

Est-ce respectueux et constructif d'imposer la fin des mouvements locaux pour les cadres A via une note fin janvier, alors que ce sujet n'était pas à l'ordre du jour du GT ni même des Lignes Directrices de Gestion (LDG) qui ont été présentées en CSA de Réseau ?

Est-ce respectueux et constructif de ne répondre à aucune des interpellations des organisations syndicales ?

Est-ce respectueux et constructif quand la Directrice Générale refuse d'écouter une déclaration liminaire intersyndicale lors du CSAR du 17 mars au motif qu'ils et elles restent debout, comme nous le sommes aujourd'hui ?

Est-ce respectueux et constructif quand le Directeur Général Adjoint dénigre allègrement, dans toutes les directions locales où il se déplace, la communication des organisations syndicales ?

Est-ce respectueux des personnels de multiplier les mesures restrictives de remboursement de frais de déplacement et notamment pour tout ce qui a trait aux actions de formation ou qui motive la remise en cause subreptice des équipes départementales de renfort ?

Est-ce respectueux et constructif de refuser quasi systématiquement tout l'accompagnement syndical lorsque des agent·es sollicite une audience ou sont convoqués par les services des Ressources «Humaines», contrairement aux usages de la DRFiP et des autres directions ?

Est-ce respectueux et constructif de modifier unilatéralement des calendriers d'instance, validés collectivement, au dernier moment en dehors de toute urgence ?

Est-ce respectueux et constructif de ne jamais faire de retour aux agent·es, ni même aux représentant·es du personnel qui vous ont adressé les rapports, des visites de service effectuées par la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail ?

Est-ce respectueux et constructif de ne pas faire de réponses aux annotations des Registres Santé Sécurité au Travail ?

Est-ce respectueux et constructif de ne pas informer ni les représentant·es du personnel des travaux immobiliers ou des notes locales que vous envoyez aux seuls chefs de service, ni les agents quand l'information, qui peut pourtant avoir des conséquences néfastes sur leur quotidien, n'est même pas sur le site intranet ?

Non ! Le passage en force des réformes accentuant la dégradation des conditions de travail, impactant à la fois nos vies professionnelles et personnelles est inacceptable !

Si pour vous un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes dont vous avez la charge de nous informer, en faisant fi des impacts sur les agent·s et le service public, alors ce sera désormais sans nous !

L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT de la DRFiP44 sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Ils méritent davantage de respect. Cela passe aussi par l'écoute de leurs représentants syndicaux et que les instances ne servent pas simplement à l'administration de considérer que la formalité du dialogue social est satisfaite.

Il vous arrive, Monsieur le Directeur Régional, de déplorer notre absence dans les instances dites de dialogue mais pour le dire comme La Rochefoucauld : «Il faut écouter ceux qui parlent si on veut en être écouté.»

Un proverbe nous rappelle aussi qu'à l'approche de l'orage: «quand il tonne, il faut écouter tonner.»

